

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 1333

[2007/200842]

2 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie voor de gebarentaal

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 22 oktober 2003 betreffende de gebarentaal, inzonderheid op artikel 3, § 9;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juni 2004 betreffende de adviescommissie voor de gebarentaal;

Overwegende dat de adviescommissie voor de gebarentaal haar huishoudelijk reglement vastgesteld heeft in haar zitting van 19 december 2006,

Besluit :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegd huishoudelijk reglement van de adviescommissie voor de gebarentaal wordt goedgekeurd.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het werd ondertekend.**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 februari 2007

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1334

[2007/200878]

9 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée notamment par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1406/2006 du Conseil du 18 septembre 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1468/2006 du Conseil du 18/09/2006;

Vu l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relatif au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu le protocole de coopération du 6 décembre 2005 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu le 21 décembre 2006;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 1^{er} mars 2007;Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant qu'il y a lieu de permettre l'amélioration durable de la structure des exploitations laitières, des conditions sociales de travail et de production et des conditions économiques caractérisées par l'importance des investissements, il est nécessaire d'encourager la restructuration du secteur en autorisant les Associations de Producteurs de Lait ou APL;

Considérant que l'association n'est ni titulaire de quantités de référence ou de terres servant à la production laitière et que les producteurs associés restent titulaires de leurs quantités de référence et de leur exploitation;

Considérant que cette association vise uniquement à rendre possible la production et la commercialisation en commun de lait mais ne modifie ni leur structure juridique, ni leurs obligations au regard de la réglementation des quotas, ces derniers producteurs doivent être maintenus dans les conditions réglementaires prévalant à la date de la constitution de l'APL;

Considérant que le groupement de producteurs laitiers visé à l'article 1^{er}, b, de l'arrêté du gouvernement wallon du 9 septembre 2004 poursuit les mêmes objectifs que l'APL, il convient d'adapter de manière analogue à l'APL la durée d'existence d'un groupement;

Considérant l'urgence car cette réglementation doit s'appliquer à la période de douze mois en cours ayant commencé le 1^{er} avril 2006;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, point 6^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 sont apportées les modifications suivantes :

1^o. au point 6^o, b.2, le mot "minimale" est inséré entre les mots "pour une durée" et les mots "de trois périodes" et les mots "et une durée maximale indéterminée" sont insérés entre les mots "de trois périodes" et le mot "commençant". Les mots "Au terme de cette durée, à défaut d'une demande préalable de reconduction expresse par tous les membres dudit groupement, il y a dissolution dudit groupement;" sont supprimés;

2^o au point 6^o, b.6., le mot "minimale" est inséré entre les mots "de la durée" et les mots "de trois périodes";

3^o au point 6^o, b.6., les mots "... pour laquelle il a été constitué ou reconduit." sont supprimés;

4^o un point c est inséré stipulé comme suit : "c. Soit l'Association de Producteurs de Lait ou APL : association entre deux à maximum cinq producteurs tels que définis à l'article 5 du Règlement (CE) 1788/2003 et au point a, constituée par acte authentique pour une durée indéterminée qui ne peut être inférieure à trois périodes en vue d'effectuer des livraisons et/ou ventes directes avec les quantités de référence des associés qui en demeurent les titulaires.

A cet effet, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

c.1. Acte authentique portant constitution de l'APL :

Il précise entre autres :

— l'identification des associés : noms et prénoms, adresse, n^o de producteur et n^o d'unité de production laitière délivrés par l'administration;

— les apports des associés : n^o de troupeau de chaque associé avant l'APL; quantités de référence; terres servant à la production laitière exploitées par les associés, à raison d'au moins 1 ha par 20 000 litres, sans préjudice de l'article 1^{er}, 15, f et de l'article 6.

La part relative de la quantité de référence de chaque associé par rapport à la somme des quantités de référence de tous les associés sera précisée;

— l'objet de l'APL : exclusivement la gestion autonome des moyens de production laitière des associés et la production ainsi que la commercialisation des quantités de référence des associés sous forme de ventes directes ou livraisons tels que précisés aux points 8^o et 9^o, à partir d'une seule unité de production laitière d'un des associés;

— le n^o, l'adresse ainsi que les nom(s) et prénoms du titulaire de l'unité de production comprenant les installations laitières à partir de laquelle se feront les livraisons et/ou ventes directes de l'APL;

— le n^o de troupeau de l'APL et les références de son responsable sanitaire;

— la durée de l'association : indéterminée, prenant cour, en cas d'entérinement par l'administration, le 1^{er} jour de la période suivant l'introduction de la demande à l'administration;

— les obligations faites aux associés : notamment celle de notifier à l'administration, dans les deux mois de son occurrence, toute modification intervenue quant aux associés ou à leurs quantités de référence selon les dispositions prévues au point c.4.

c.2. Unité de production laitière et troupeau de l'APL :

— elle est constituée, d'une part, par l'unité de production laitière d'un des associés mise à la disposition exclusive de l'APL et désignée dans l'acte authentique et, d'autre part, par l'ensemble des moyens de production laitière en connexité fonctionnelle exploités par les associés et mis à disposition de l'APL;

— elle comprend l'étable pour les vaches laitières, l'installation laitière, le refroidisseur ou les cruches à lait, les stocks d'aliments, les terres désignées par chacun des associés comme servant à leur production laitière ainsi que le troupeau comprenant toutes les vaches laitières des associés;

— en outre, cette unité de production laitière et les moyens de production des associés mis à disposition de l'APL doivent être situés dans la même zone, sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les unités de production laitière de chacun des associés ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

c.3. Qualités des associés de l'APL :

— au moment de la passation de l'acte authentique portant constitution de l'APL, chacun des associés doit répondre aux dispositions du point a;

— au 1^{er} avril suivant la date de passation de l'acte authentique, parmi les associés, aucune des personnes physiques et aucun des éventuels associés gérants, administrateurs ou gérants, ne peut avoir atteint l'âge de 65 ans;

— chacun des associés répond à tout moment aux dispositions de l'article 1^{er}, point 7;

— chacun des associés participe personnellement et effectivement à l'activité de production laitière de l'APL;

— chaque associé poursuit ses éventuels engagements antérieurs non liés à l'activité laitière.

c.4. Quantités de référence gérées par l'APL :

— les quantités de référence gérées par l'APL correspondent à la somme des quantités de référence de chacun des associés;

— la teneur représentative en matière grasse des quantités de référence ainsi gérées est la moyenne pondérée des teneurs représentatives en matière grasse des quantités de référence apportées par chacun des associés.

c.4.1. Les associés peuvent :

1) être preneurs de quantités de référence selon les dispositions des articles 5, 9 et 10 s'ils en respectent les conditions. Après transfert, les quantités de référence ainsi reprises sont ajoutées aux quantités de référence des associés concernés et mises à disposition de l'APL. L'administration adapte en conséquence les quantités de référence des associés concernés et en informe tous les associés;

2) être cédants de leurs quantités de référence selon les dispositions de l'article 1^{er}, point 15°, s'ils en respectent les dispositions et que le preneur devient associé de l'APL. L'acte authentique doit faire l'objet d'une adaptation dans les deux mois de la notification du transfert par l'administration;

3) bénéficier chacun de la réallocation prévue à l'article 15 s'ils en remplissent les conditions. Les litres ainsi réalloués sont mis à disposition de l'APL. L'administration adapte en conséquence les quantités de référence des associés concernés et en informe tous les associés.

c.4.2. Les associés ne peuvent pas :

1) céder ou libérer, respectivement au sens des articles 9, 10 ou 15, les quantités de référence mises à disposition de l'APL;

2) bénéficier individuellement des dispositions des articles 3, 4. Seul l'APL peut entrer en considération.

c.5. Activité des associés :

— pour le calcul du prélèvement, il est tenu compte de l'ensemble des quantités de référence des associés;

— en cas de prélèvement dû suite à l'activité des associés en APL, ces derniers sont solidaires de manière indivis pour le paiement, et ce, tant durant l'APL qu'après sa dissolution.

c.6. Dissolution de l'APL : les associés ne peuvent pas dissoudre l'APL avant le terme de la troisième période, à compter de son entérinement par l'administration, sauf dans les cas suivants.

c.6.1. Cas de force majeure ou de circonstance exceptionnelle : l'administration procède à la dissolution après une demande en ce sens motivée et signée par tous les associés encore présents.

c.6.2. Dissolution d'office par l'administration

— en cas de constat de non-respect des règles en vigueur, après une mise en demeure de l'administration, celle-ci procède à une dissolution d'office et applique les dispositions de l'article 13;

— lors d'une dissolution, sans application des dispositions de l'article 13, chaque associé recouvre ses quantités de référence initiales précisées dans la passation de l'acte authentique éventuellement augmentés des quantités de référence acquises selon les dispositions précitées en c.4;

— en cas de prélèvement dû au cours de la période de dissolution, tous les associés ou leurs ayant droits sont solidairement redevables."

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté du 9 septembre 2004 les mots "ou l'association de producteurs laitiers telle que définie à l'article 1^{er}, 6°, c" sont insérés entre les mots "le producteur" et les mots "peut introduire une demande".

Art. 3. A l'article 4, § 2, du même arrêté du 9 septembre 2004 un point 3° est ajouté : "3° La quantité de référence totale qu'une APL peut reprendre sur base de convention temporaire est limitée à 20 000 litres."

Art. 4. A l'article 13 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1. au § 1^{er}, les mots "qui ne sont pas en association de producteurs laitiers telle que définie à l'article 1^{er}, 6°, c ou si tel est le cas lors d'une dissolution d'office par l'administration ou avant le terme des trois périodes d'existence minimale" sont insérés entre les mots "ou plusieurs producteurs" et le mot "provient";

2. au § 2, les mots "ou d'association de producteurs laitiers telle que définie à l'article 1^{er}, 6°, c" sont insérés entre les mots "sauf en cas de force majeure et la virgule."

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2006.

Art. 6. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1334

[2007/200878]

9. MÄRZ 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. Dezember 2003 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1406/2006 des Rates vom 18. September 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Milchsektor, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1468/2006 des Rates vom 18. September 2006;

Aufgrund des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Agrarpolitik auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Zusammenarbeitsprotokolls vom 6. Dezember 2005 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert am 21. Dezember 2006;

Aufgrund der am 1. März 2007 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, die nachhaltige Verbesserung der Struktur der Milchviehbetriebe, der sozialen Arbeits- und Produktionsbedingungen und der wirtschaftlichen durch die Höhe der Investitionen gekennzeichneten Bedingungen zu ermöglichen und die Umstrukturierung des Sektors durch die Zulassung der Milcherzeugervereinigungen oder MEV zu fördern;

In der Erwägung, dass die Vereinigung keine Referenzmengen oder Ländereien innehat, die zur Milcherzeugung dienen, und dass die vereinigten Erzeuger Inhaber ihrer Referenzmengen und ihres Betriebs bleiben;

In der Erwägung, dass diese Vereinigung nur zum Zweck hat, die gemeinsame Milcherzeugung und -vermarktung zu ermöglichen aber weder ihre Rechtsstruktur noch ihre Verpflichtungen angesichts der Quotenregelung ändert und dass diese Erzeuger den Verordnungsbestimmungen, wie sie am Datum der Errichtung der MEV gelten, weiter unterworfen sein müssen;

In der Erwägung, dass die in Artikel 1, *b* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 erwähnte Milcherzeugergemeinschaft dieselben Ziele wie die MEV verfolgt und dass es notwendig ist, die Existenzdauer einer Gruppierung an die MEV entsprechend anzupassen;

In Erwägung der Dringlichkeit, da diese Regelung auf den Zeitraum von zwölf Monaten anzuwenden ist, der am 1. April 2006 begonnen hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1, Punkt 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° im Punkt 6°, *b.2.* werden die Wörter "für eine Dauer von drei am 1. April beginnenden Zeiträumen" durch die Wörter "für eine Mindestdauer von drei am 1. April beginnenden Zeiträumen und für eine unbestimmte Höchstdauer" ersetzt. Die Wörter "Ab Ablauf dieser Dauer und wenn die gesamten Mitglieder der besagten Gemeinschaft nicht ausdrücklich eine Verlängerung beantragt haben, wird die besagte Gemeinschaft aufgelöst" werden gestrichen.

2° im Punkt 6°, *b.6.* werden die Wörter "der Dauer" durch die Wörter "der Mindestdauer" ersetzt.

3° im Punkt 6°, *b.6.* werden die Wörter ", für die sie gegründet oder verlängert worden ist," gestrichen.

4° ein Punkt *c* mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: "*c.* oder die Milcherzeugervereinigung oder MEV: Vereinigung von zwei bis höchstens fünf Erzeugern, wie sie in Artikel 5 der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 und im Punkt *a* bestimmt sind, die durch eine authentische Urkunde für eine unbestimmte Dauer von wenigstens drei Zeiträumen gegründet wird, um direkte Lieferungen und/oder Verkäufe mit den Referenzmengen der Teilhaber, die davon Inhaber bleiben, vorzunehmen.

Zu diesem Zweck müssen folgende Bedingungen erfüllt werden:

c.1. Authentische Urkunde zur Gründung der MEV:

Sie gibt unter anderem Folgendes an:

— die Identifizierung der Teilhaber: Namen und Vornamen, Anschrift, Erzeugernummer und Nummer der Milchproduktionseinheit, die von der Verwaltung vergeben werden;

— die Einlagen der Teilhaber: Herdenummer jedes Teilhabers vor der MEV; Referenzmengen; zur Milchproduktion dienende Ländereien, die von den Teilhabern bewirtschaftet werden, mit wenigstens 1 Ha pro 20 000 Liter, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 1 *15 f* und von Artikel 6.

Der relative Anteil betreffend die Referenzmenge jedes Teilhabers im Verhältnis zu der Summe der Referenzmengen der gesamten Teilhaber wird angegeben.

— der Gegenstand der MEV: ausschließlich die autonome Führung der Milchproduktionsmittel der Teilhaber und die Produktion sowie die Vermarktung der Referenzmengen der Teilhaber in Form von Direktverkäufen oder Lieferungen, wie sie in Punkten 8° und 9° erwähnt sind, ab einer einzigen Milchproduktionseinheit eines der Teilhaber;

— die Nummer, die Anschrift sowie den/die Name(n) und Vornamen des Inhabers der Produktionseinheit, die die Milchanlagen enthält, ab denen die Lieferungen und/oder Direktverkäufe der MEV erfolgen werden;

— die Herdenummer der MEV und die Angaben über ihren Veterinär- und Hygienebeauftragten;

— die Dauer der Vereinigung: unbestimmt, und die im Fall der Zustimmung durch die Verwaltung ab dem ersten Tag des Zeitraums, der auf die Einreichung des Antrags bei der Verwaltung folgt, läuft;

— die Verpflichtungen der Teilhaber: insbesondere die Verpflichtung, der Verwaltung innerhalb von zwei Monaten nach ihrem Eintreten jegliche Abänderung betreffend die Teilhaber oder ihre Referenzmengen nach den im Punkt *c.4.* vorgesehenen Bestimmungen mitzuteilen.

c.2. Milchproduktionseinheit und Herde der MEV:

— sie besteht einerseits aus der Milchproduktionseinheit eines der Teilhaber; die der MEV zur ausschließlichen Verfügung gestellt und in der authentischen Urkunde bezeichnet wird und andererseits aus allen funktionalen Zusammenschlüssen von Milchproduktionsmitteln, die von den Teilhabern bewirtschaftet und der MEV zur Verfügung gestellt werden;

— sie umfasst die Stallung für Milchkühe, die Milchanlagen, den Milchkühler oder die Milchkannen, die Futterlager, die Ländereien, die durch jeden Teilhaber als für seine Milchproduktion dienend bezeichnet werden, sowie die Herde, die die gesamten Milchkühe der Teilhaber umfasst;

— außerdem müssen diese Milchproduktionseinheit und die der MEV zur Verfügung gestellten Produktionsmittel sich in derselben Zone auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem die Milchproduktionseinheit jedes Teilhabers gelegen ist, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde befinden.

c.3. Eigenschaften der Teilhaber der MEV

— zum Zeitpunkt der Unterzeichnung der authentischen Urkunde zur Gründung der MEV muss jeder der Teilhaber den Bestimmungen des Punktes *a* genügen;

— am 1. April nach dem Datum der Unterzeichnung der authentischen Urkunde darf keine der natürlichen Personen und keiner der eventuellen geschäftsführenden Teilhaber, Verwalter oder Geschäftsführer unter den Teilhabern das Alter von 65 Jahren erreicht haben;

— jeder der Teilhaber genügt den Bestimmungen von Artikel 1 Punkt 7;

— jeder der Teilhaber ist persönlich und wirklich an der Tätigkeit der Milchproduktion der MEV beteiligt.

— jeder Teilhaber kommt seinen eventuellen früheren Verpflichtungen, die mit der Milchaktivität nicht verbunden sind, nach.

c.4 durch die MEV bewirtschaftete Referenzmengen:

— die von der MEV bewirtschafteten Referenzmengen entsprechen der Summe der durch jeden der Teilhaber eingebrachten Referenzmengen;

— Der repräsentative Fettgehalt der so bewirtschafteten Referenzmengen ist der Durchschnittswert der repräsentativen Fettgehalte der durch jeden der Teilhaber eingebrachten Referenzmengen.

c.4.1. Die Teilhaber dürfen:

1) Übernehmer von Referenzmengen nach den Bestimmungen der Artikel 5, 9 und 10 sein, wenn sie die darin angeführten Bestimmungen beachten. Nach Übertragung werden die so übernommenen Referenzmengen zu den Referenzmengen der betroffenen Teilhaber hinzugerechnet und der MEV zur Verfügung gestellt. Die Verwaltung passt die Referenzmengen der betroffenen Teilhaber entsprechend an und setzt die gesamten Teilhaber davon in Kenntnis.

2) Übergeber ihrer Referenzmengen nach den Bestimmungen der Artikel 1 Punkt 15 sein, wenn sie die darin angeführten Bestimmungen beachten und wenn der Übernehmer Teilhaber der MEV wird. Die authentische Urkunde muss Gegenstand einer Anpassung innerhalb von zwei Monaten nach der Mitteilung der Übertragung durch die Verwaltung sein.

3) jeder Anspruch auf die in Artikel 15 vorgesehene Neuaufteilung haben, wenn sie die darin angeführten Bedingungen erfüllen. Die so im Rahmen der Neuaufteilung gewährten Liter werden zur Verfügung der MEV gestellt. Die Verwaltung passt die Referenzmengen der betroffenen Teilhaber entsprechend an und setzt die gesamten Teilhaber davon in Kenntnis.

c.4.2. Die Teilhaber dürfen nicht:

1) die zur Verfügung der MEV gestellten Referenzmengen im Sinne der Artikel 9, 10 bzw. 15 übergeben oder freigeben;

2) persönlich in den Genuss der Bestimmungen der Artikel 3 4 kommen. Nur die MEV kann in Betracht genommen werden.

c.5. Aktivität der Teilhaber:

— für die Berechnung der Abgabe wird die Gesamtheit der Referenzmengen der Teilhaber berücksichtigt;

— im Fall einer infolge der Aktivität der Teilhaber in MEV geschuldeten Abgabe sind die Letzteren gemeinschaftlich mitschuldnerisch für die Zahlung und dies sowohl während der MEV als auch nach ihrer Auflösung.

c.6. Auflösung der MEV: die Teilhaber sind nicht berechtigt, die MEV vor dem Ablauf des dritten Zeitraums ab der Zustimmung durch die Verwaltung aufzulösen, außer in den folgenden Fällen:

c.6.1. bei höherer Gewalt oder im Falle außergewöhnlicher Umstände: die Verwaltung nimmt die Auflösung nach einem Antrag in diesem Sinne vor, der begründet und durch die gesamten noch anwesenden Teilhaber unterzeichnet wird.

c.6.2. Auflösung von Amts wegen durch die Verwaltung

— im Fall der Feststellung der Nichtbeachtung der geltenden Regeln und nach Mahnung durch die Verwaltung nimmt diese die Auflösung von Amts wegen vor und wendet sie die Bestimmungen von Artikel 13 an;

— bei einer Auflösung ohne Anwendung der Bestimmungen von Artikel 13 bekommt jeder Teilhaber seine ursprünglichen in der authentischen Urkunde angeführten Referenzmengen, die ggf. um die nach den in Punkt c.4. vorerwähnten Bestimmungen erworbenen Referenzmengen erhöht werden, zurück;

— im Fall einer im Laufe des Auflösungszeitraums geschuldeten Abgabe sind die gesamten Teilhaber oder ihre Anspruchsberechtigten gemeinschaftlich Schuldner.»

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses vom 9. September 2004 werden die Wörter "oder die wie in Artikel 1 6°, c bestimmte Milcherzeugervereinigung" zwischen die Wörter "kann der Erzeuger" und die Wörter "einen ordnungsgemäß begründeten Antrag" eingefügt.

Art. 3 - In Artikel 4, § 2 desselben Erlasses vom 9. September 2004 wird ein Punkt 3° hinzugefügt: "3° Die gesamte Referenzmenge, die eine MEV auf der Grundlage einer Vereinbarung über die zeitweilige Abtretung übernehmen kann, wird auf 20 000 Liter beschränkt."

Art. 4 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1. in § 1 werden die Wörter ", die nicht eine wie in Artikel 1, 6°, c bestimmte Milcherzeugervereinbarung bilden oder, wenn es der Fall ist, bei einer Auflösung von Amts wegen durch die Verwaltung oder vor dem Ablauf der drei Zeiträume der Existenzdauer," zwischen die Wörter "mehreren Erzeugern" und die Wörter "aus dem gleichen Betrieb stammt" eingefügt.

2. in § 2 werden die Wörter "oder im Fall einer wie in Artikel 1, 6°, c bestimmten Milcherzeugervereinigung" zwischen die Wörter "Außer im Fällen höherer Gewalt" und die Wörter "wird die in § 1" eingefügt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. April 2006 in Kraft.

Art. 6 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. März 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1334

[C - 2007/00878]

9 MAART 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1406/2006 van de Raad van 18 september 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1468/2006 van de Raad van 18/09/2006;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de uitvoeringsbepalingen inzake de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visvangst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visvangst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 6 december 2005 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd op 21 december 2006;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 1 maart 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende dat de duurzame verbetering mogelijk gemaakt dient te worden van de structuur van de zuivelbedrijven, van de sociale werk- en productieomstandigheden, en de economische voorwaarden, gekenmerkt door de omvang van de investeringen, dat het nodig is aan te zetten tot de herstructurering van de sector door de Verenigingen van zuivelproducenten toe te laten;

Overwegende dat de vereniging houder is van referentie- noch grondhoeveelheden dienstig voor de zuivelproductie en dat de verenigde producenten hun referentiehoeveelheden en hun bedrijf in handen blijven hebben;

Overwegende dat die vereniging er enkel toe strekt de gemeenschappelijke productie en verhandeling van melk mogelijk te maken, maar noch hun rechtsstructuur noch hun verplichtingen tegenover de quotaregeling zou wijzigen, waarbij laatstgenoemde producenten in de regelgevende voorwaarden die op de datum van oprichting van de vereniging van zuivelproducenten gelden, moeten blijven verkeren;

Overwegende dat de groepering van de zuivelproducenten bedoeld in artikel 1, *b*, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 dezelfde doelstellingen nastreeft als de vereniging van zuivelproducenten, dat de bestaansduur van een groepering op analoge wijze aan de vereniging van zuivelproducenten aangepast moet worden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid aangezien die regelgeving uitgevoerd moet worden tijdens de lopende periode van twaalf maanden die op 1 april 2006 aanvingt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, punt 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 6°, b.2, wordt het woord « duur » vervangen door het woord « minimumduur » en de woorden « en een onbepaalde maximumduur » worden ingevoegd tussen de woorden « van drie periodes » en het woord « beginnend ». De woorden « Na het einde van die termijn wordt de groepering, indien er geen voorafgaandelijke aanvraag tot uitdrukkelijke verlenging door alle leden van die groepering plaatsvindt, wordt genoemde groepering ontbonden; » worden geschrapt;

2° in punt 6°, b.6., wordt het woord « duur » vervangen door het woord « minimumduur »;

3° in punt 6°, b.6., worden de woorden « waarvoor zij werd opgericht of verlengd » geschrapt;

4° er wordt een punt *c* ingevoegd, luidend als volgt : « *c.* ofwel de vereniging van zuivelproducenten : vereniging van twee tot maximum vijf producenten zoals omschreven in artikel 5 van Verordening (EG) 1788/2003 en in punt *a*, opgericht bij authentieke akte voor een onbepaalde duur die niet minder mag bedragen dan drie periodes met het oog op het verrichten van leveringen of rechtstreekse verkoop met de referentiehoeveelheden van de vennoten die er houder van blijven.

Daartoe dient aan volgende voorwaarden te worden voldaan :

c.1. Authentieke akte tot oprichting van de vereniging van zuivelproducenten :

daarin worden onder andere nader bepaald :

— de identificatie van de vennoten : namen en voornamen, adres, producentennummer en nummer van zuivelproductie-eenheid verstrekt door het Bestuur;

— de inbreng van de vennoten : nr. van het veebeslag van elke vennoot vóór de vereniging van zuivelproducenten; referentiehoeveelheden; gronden voor de zuivelproductie in bedrijf genomen door de vennoten, a rato van minstens 1 ha per 20 000 liter, onverminderd artikel 1, 15, *f*, en artikel 6°.

het relatieve aandeel van de referentiehoeveelheid van elke vennoot tegenover de som van de referentiehoeveelheden van alle vennoten wordt nader bepaald;

— doel van de vereniging van de zuivelproducenten : uitsluitend het zelfstandig beheer van de zuivelproductiemiddelen van de vennoten en zowel de productie als de verhandeling van de referentiehoeveelheden van de vennoten in de vorm van rechtstreekse verkoop of rechtstreekse leveringen zoals nader aangegeven in de punten 8° en 9°, vanaf één enkele zuivelproductie-eenheid van één van de vennoten;

— het nr., het adres en de naam (namen) en voornamen van de houder van de productie-eenheid met inbegrip van de zuivelinstallaties vanaf welke de rechtstreekse leveringen en/of verkoop verricht zullen worden;

— het nr. van het veebeslag van de vereniging van zuivelproducenten en de referenties van de sanitaire verantwoordelijke ervan;

— de duur van de vereniging : onbepaald, ingaand, indien goedgekeurd door het Bestuur, de eerste dag van de periode volgend op de indiening van de aanvraag bij het Bestuur;

— de verplichtingen opgelegd aan de vennoten : meer bepaald, de verplichting om binnen twee maanden na het voorvallen ervan, het Bestuur elke wijziging mede te delen die opgetreden is wat betreft de vennoten of hun referentiehoeveelheden volgens de bepalingen van punt c.4.;

c.2. zuivelproductie-eenheid en veebeslag van de vereniging van zuivelproducenten :

— ze bestaat enerzijds uit de zuivelproductie-eenheid van één van de vennoten, uitsluitend ter beschikking van de vereniging van zuivelproducenten gesteld, en aangewezen in de authentieke akte en, anderzijds, uit het geheel van de zuivelproductiemiddelen die functioneel verbonden zijn, in bedrijf genomen zijn door de vennoten en ter beschikking zijn gesteld van de vereniging van zuivelproducenten;

— ze omvat de stal voor de melkkoeien, de zuivelinstallatie, de afkoelingsinstallatie of de melkkruiken, de voedervoorraden, de gronden aangewezen door elk van de vennoten als dienstig voor hun zuivelproductie en het veebeslag, dat alle melkkoeien van de vennoten omvat;

— daarnaast dienen die zuivelproductie-eenheid en de productiemiddelen van de vennoten die ter beschikking van de vereniging van de zuivelproducenten worden gesteld, in hetzelfde gebied gelegen te zijn, op het grondgebied van de voormalige gemeente waar de zuivelproductie-eenheden van elke vennoot gelegen zijn of op het grondgebied van een voormalige naburige gemeente;

c.3. hoedanigheden van de vennoten van de vereniging van zuivelproducenten :

— op het ogenblik waarop de authentieke akte tot oprichting van de vereniging van zuivelproducenten verleden wordt, dient elke vennoot te voldoen aan de bepalingen van punt *a*;

— op 1 april volgend op de datum van verlijden van de authentieke akte mag geen enkele natuurlijke persoon onder de vennoten en mag geen enkele eventuele vennoot zaakvoerder, bestuurder of zaakvoerder de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt;

— elke vennoot voldoet te allen tijde aan de bepalingen van artikel 1, punt 7°;

— elke vennoot neemt persoonlijk en daadwerkelijk aan de zuivelproductieactiviteit van de vereniging van zuivelproducenten deel;

— elke vennoot zet zijn eventuele vorige verbintenissen die niet aan de zuivelactiviteit verbonden zijn verder;

c.4. referentiehoeveelheden beheerd door de vereniging van zuivelproducenten :

— de referentiehoeveelheden beheerd door de vereniging van zuivelproducenten komen overeen met de som van de referentiehoeveelheden van elke vennoot;

— het representatieve gehalte aan vetstoffen van de op een dergelijke wijze beheerde referentiehoeveelheden is het gewogen gemiddelde van het representatieve gehalte aan vetstoffen van de referentiehoeveelheden ingebracht door elke vennoot;

c.4.1. de vennoten kunnen :

referentiehoeveelheden overnemen volgens de bepalingen van de artikelen 5, 9 en 10 als ze er de voorwaarden voor naleven. Na de overdracht worden de op een dergelijke wijze overgedragen referentiehoeveelheden toegevoegd aan de referentiehoeveelheden van de betrokken vennoten en ter beschikking gesteld van de vereniging van zuivelproducenten. Het Bestuur past de referentiehoeveelheden van de betrokken vennoten overeenstemmend aan en licht er alle vennoten over in,

2) hun referentiehoeveelheden afstaan volgens de bepalingen van artikel 1, punt 15°, als ze er de bepalingen van naleven en de overnemer vennoot wordt van de vereniging van zuivelproducenten. De authentieke akte moet worden aangepast binnen de twee maanden na kennisgeving van de overdracht door het Bestuur;

3) elk in aanmerking komen voor de herverdeling bepaald in artikel 15 als ze er de voorwaarden van naleven. De op een dergelijke wijze herverdeelde liters worden ter beschikking gesteld van de vereniging van zuivelproducenten. Het Bestuur past de referentiehoeveelheden van de betrokken vennoten overeenstemmend aan en licht er alle vennoten over in;

c.4.2. de vennoten mogen niet :

1) de referentiehoeveelheden die ter beschikking van de vereniging van zuivelproducenten worden gesteld afstaan of vrijmaken respectievelijk in de zin van de artikelen 9, 10 of 15;

2) individueel in aanmerking komen voor de bepalingen van de artikelen 3, 4. Enkel de vereniging van zuivelproducenten mag in aanmerking komen.

c.5. activiteit van de vennoten :

— voor de berekening van de heffing wordt rekening gehouden met het geheel van de referentiehoeveelheden van de vennoten;

— bij een heffing die verschuldigd is ten gevolge van de activiteit van de vennoten die deel uitmaken van een vereniging van zuivelproducenten zijn laatstgenoemden onverdeeld solidair voor de betaling zowel tijdens de duur van de vereniging als na ontbinding ervan;

c.6. ontbinding van de vereniging van de zuivelproducenten : de vennoten mogen de vereniging van zuivelproducenten niet ontbinden voor het einde van de derde periode vanaf goedkeuring ervan door het Bestuur, behoudens volgende gevallen;

c.6.1. geval van overmacht of buitengewone omstandigheid : het bestuur gaat tot de ontbinding over na een desbetreffend gemotiveerd verzoek dat door alle nog aanwezige vennoten ondertekend wordt;

c.6.2. ontbinding van ambtswege door het Bestuur :

— indien vastgesteld wordt dat de vigerende regels niet worden nageleefd, gaat het Bestuur, na eerst een ingebrekestelling te hebben verricht, tot een ontbinding van ambtswege over en voert de bepalingen van artikel 13 uit;

— bij een ontbinding zonder uitvoering van de bepalingen van artikel 13 krijgt elke vennoot zijn aanvankelijke referentiehoeveelheden, vermeld bij het verlijden van de authentieke akte, terug, eventueel vermeerderd met de referentiehoeveelheden verworven volgens de in c.4. voormelde bepalingen;

— indien een heffing verschuldigd is tijdens de ontbindingsperiode zijn alle vennoten of hun rechtverkrijgenden de heffing hoofdelijk verschuldigd. »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit van 9 september 2004 worden de woorden « of de vereniging van zuivelproducenten zoals omschreven in artikel 1, 6°, c » ingevoegd tussen de woorden « kan de producent » en de woorden « een behoorlijk gemotiveerde aanvraag indienen ».

Art. 3. In artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit van 9 september 2004 wordt een punt 3° toegevoegd : « 3° De totale referentiehoeveelheid die een vereniging van zuivelproducenten over kan nemen op grond van een tijdelijke overeenkomst wordt beperkt tot 20 000 liter. »

Art. 4. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in § 1 worden de woorden « die geen vereniging van zuivelproducenten hebben zoals omschreven in artikel 1, 6°, c of als dat het geval is bij een ontbinding van ambtswege door het bestuur of voor het einde van de drie periodes van de minimumbestaansduur » ingevoegd tussen de woorden « of meerdere producenten » en de woorden « afkomstig is »;

2. in § 2 worden de woorden « of van vereniging van zuivelproducenten zoals omschreven in artikel 1, 6°, c » ingevoegd na de woorden « Behoudens in geval van overmacht ».

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 april 2006.

Art. 6. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 maart 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN